

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1596

2 juin 2016

SOMMAIRE

Affluence Energy Holding S.à r.l.	76608	Mer l'eau S.A.	76606
Art Gourmande S.à r.l.	76608	MFRI Luxembourg S.A.	76563
Asterion Holding S.à r.l.	76581	MGF Lux Intermediare S.à r.l.	76563
Automatika S.à r.l.	76607	MON BAIN Luxembourg Sàrl	76563
Digital Management S.A.	76565	MT Finance S.A.	76562
Edcon (BC)	76564	NW Finance Company S.à r.l.	76606
Elfin Ventures S.A.	76564	NW FSP S.à r.l.	76606
Ermesinde 1 S.à r.l.	76564	NW S 1 S.à r.l.	76606
Eurofoundis GmbH	76564	Organik Luxembourg S.A.	76562
HED	76605	Padovan S.à.r.l.	76565
HPCCF S.à r.l.	76605	Paramina Sàrl	76562
Immo Centre Promotion S.à r.l.	76594	Pâtisserie Gérard Cayotte S.à r.l.	76562
Immowest Lux VI Sàrl	76607	PK-Services S.à r.l.	76566
Immowest Lux V Sàrl	76607	Ravago LM S.A.	76597
I.O.S.E.F. 36 S.A.	76607	Riverside Capital S.à r.l.	76565
Iprom Constructions S.A.	76564	Savoie Holdings S.à r.l.	76566
Januaship Holding S.A.	76607	SeaLux Naval Assets AG	76567
Malt Capital SA	76566	Senior Club Luxembourg a.s.b.l.	76600
Manoir Kasselslay Sàrl	76566	Siavpar	76563
Melina S.A., société de gestion de patrimoine familial	76566	Tannenberg S.à r.l.	76565
MENUISERIE Nicolas RUSSO s.à r.l.	76562	Turret Lux Participation S.à r.l.	76565
		WILLYnature S.à r.l.	76602

Organik Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 95.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Organik Luxembourg S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016087322/11.

(160055200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Pâtisserie Gérard Cayotte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 55, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 172.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087323/10.

(160054973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Paramina Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 136.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087325/9.

(160055074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

MT Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 66.672.

Les comptes annuels au 31 octobre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MT FINANCE S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016087302/11.

(160055020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

MENUISERIE Nicolas RUSSO s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 11, rue Geespelt.
R.C.S. Luxembourg B 21.245.

EXTRAIT

Suite à la délibération du conseil communal de Roeser, il a été décidé de procéder à une nouvelle dénomination de rue, et l'adresse de la sté a été requalifiée comme suit:

- 11, rue Geespelt

L-3378 LIVANGE

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087294/13.

(160055048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

MFRI Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 181.855.

Extrait des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 30 mars 2016

En date du 30 mars 2016, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de mettre fin au mandat de FPS Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet immédiat;
- de nommer Grant Thornton Lux Audit, une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B183652, ayant son siège social à l'adresse suivante: 89A, Pafebruch, L-8308 Capellen, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

MFRI Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2016087296/18.

(160054829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

MGF Lux Intermediate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 204.099.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 janvier 2016, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 829 du 22 mars 2016.

Les comptes annuels de la Société au 31 janvier 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MGF Lux Intermediate S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016087297/15.

(160055274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

MON BAIN Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 219, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 114.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087299/10.

(160055012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Siavpar, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 144.997.

La version abrégée des comptes annuels au 29 février 2016 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016087380/11.

(160055333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Edcon (BC), Société à responsabilité limitée.**Capital social: ZAR 9.929.423,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 127.688.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016087624/10.

(160056168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Ermesinde 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.985.

Les déclarations au 31 décembre 2014 visées à l'article 70 b) et c) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels

Et

Les comptes annuels consolidés révisés au 31 décembre 2014 de la maison mère RODENBOURG PARTICIPATIONS S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frank Rodenbourg / Pierre RODENBOURG.

Référence de publication: 2016087626/14.

(160055347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Iprom Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9233 Diekirch, 71, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.663.

Rectificatif du dépôt L160034286 du 25/02/2016

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087791/11.

(160056046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Elfin Ventures S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 111.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016087637/10.

(160055605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Eurofound's GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087649/9.

(160056101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Padovan S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 26, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 68.882.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PADOVAN Jean-Paul
Gérant

Référence de publication: 2016087329/11.

(160055275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Riverside Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 153.779.

EXTRAIT

L'associé, MONEGATE HOLDING S.C informe que sa nouvelle adresse a été transférée au 7, Rue Guillaume J.Kroll, L-1882.

L'associé, INTERGEM HOLDING S.C informe que sa nouvelle adresse a été transférée au 7, Rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2016087347/16.

(160054977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Turret Lux Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 111.373.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087408/9.

(160055025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Tannenberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 124.826.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087399/9.

(160055030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Digital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 151.129.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087620/9.

(160055624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Malt Capital SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5355 Oetrange, 8B, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 175.247.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MALT CAPITAL SA

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016087875/12.

(160055938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Manoir Kasselslay Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9769 Roder, Maison 21.

R.C.S. Luxembourg B 102.515.

Les Comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 04/04/2016.

Pour MANOIR KASSELSLAY S. à r.l.

J. RETER

Référence de publication: 2016087877/12.

(160056010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Melina S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 50.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087886/9.

(160056030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

PK-Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7415 Brouch, 83A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 196.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Le gérant technique

Référence de publication: 2016087945/11.

(160055595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Savoie Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 91.603.

Les comptes annuels au 24 Mars 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087980/10.

(160055530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

SeaLux Naval Assets AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6783 GREVENMACHER, 31, op der Heckmill.
R.C.S. Luxembourg B 197.751.

In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth of February.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of SeaLux Naval Assets AG, Société anonyme a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B197751 (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 10th June 2015.

The Meeting is chaired by Mr Serge BERNARD, residing in Luxembourg as chairman of the Meeting.

The Chairman appoints, as secretary of the Meeting and the Meeting elects as scrutineer Mrs Caroline RAMIER with professional address in Luxembourg Esch-sur-Alzette.

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

Such appearing parties, present or represented, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The shareholders represented at the Meeting and the number of shares hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the shareholders, the members of the Bureau and the undersigned notary.

The proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The Bureau acknowledges that it appears from the attendance list that all (100%) of the thirty-one thousand (31.000) issued shares, representing the entirety of the share capital of the Company are present or duly represented at the Meeting, which is consequently duly constituted and may validly debate and take resolutions on the items of the agenda.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Change of the articles 2.3; 5.1; 5.2; 7.4; 9.3; 10.1; 11.1; 23.1; 26.5; 27.1 and 28.2 of the articles of association.
3. Appointment of internal auditor Ludwig&Maldener instead of KPMG
4. Correction of name and address of directors
5. Miscellaneous.

III. That the whole corporate capital, represented by thirty-one thousand (31.000) shares is present or represented at the present meeting and that all the present or represented shareholders declare having had due notice and good knowledge of the agenda prior to this meeting. No other convening notices were necessary.

The present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting then resolves to restate the articles 2.3; 5.1; 5.2; 7.4; 9.3; 10.1; 11.1; 23.1; 26.5; 27.1 and 28.2 of the articles of association without altering the rest of the articles.

Second resolution

Henceforth, the meeting decides to adopt the complete amended version of the articles of association with the following wording:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered Office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name “SeaLux Naval Assets AG” (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association (hereinafter the “Articles”) and any agreement among the shareholders that may exist.

Art. 2. Purpose.

(1) 2.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any com-

pany or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

(2) 2.2. The Company may borrow in any form. It may issue any kind of notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies of its group. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person of its group.

(3) 2.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of motor vessels either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to naval properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of motor vessels.

(4) 2.4. The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

(5) 2.5 The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares - reserves

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's nominal share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by thirty-one thousand (31.000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2 Each shareholder is obliged to pay, in addition to the nominal value of the subscribed share capital as per Article 5.1. above, the amount of 999,00 Euro for each one euro share, or any higher amount to be agreed in the access or share transfer agreement, on first demand of the Board of Directors into the capital reserve account of the Company. Both the nominal share (EUR 1.00) plus the capital reserve (EUR 999.00 or higher) form together the shareholding position of each shareholder. The payment of the obligatory capital reserve is condition precedent for the profit sharing right linked to the share and qualifying the share for proportionate dividends. The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 Any new Shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such Shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of Shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

(6) 6.5. Redemption of Shares

(7) 6.5.1. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law and under the conditions set out in this article 6:

(8) - the Shares to be redeemed are fully paid up;

(9) - the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption;

(10) - an amount equal to the nominal value of all the Shares to be redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and

(11) - the redemption is published in accordance with the Law.

(12) 6.5.2. Redeemed Shares shall bear no voting rights, and shall have no rights to receive dividends or liquidation proceeds.

Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of Shares is established by registration in said Share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

7.3 The Shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law and subject to any agreement among the shareholders that may exist.

7.4 Subject to any agreement among the shareholders that may exist, any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of Shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer and its acceptance by the Company.

C. General meetings of Shareholders

Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter or electronic mail only and shall be dispatched to each shareholder by registered or electronic mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, latest until 31.10. of

each year. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

10.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

10.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company’s registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 11. Quorum and vote.

11.1 Each Share entitles to one vote in general meetings of shareholders. Voting rights are independent from obligatory reserve payments.

11.2 Except as otherwise required by the Law, these Articles or any agreement among the shareholders that may exist, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 12. Amendments of the Articles. Except as otherwise provided herein or in any agreement among the shareholders that may exist, these Articles may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company’s share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 14. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.

15.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 16. Composition and powers of the board of directors.

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders’ meeting that all the shares

issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term “sole director” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of directors” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole director”.

16.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management.

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 18. Appointment, removal and term of office of directors.

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 19. Vacancy in the office of a director.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of directors.

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10. The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 23. Dealing with third parties.

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 24. Auditor(s).

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

24.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

24.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of Profits - Interim Dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the Law.

26.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association. Dividends are attributable only to shares which are paid up in full together with the obligatory payment into the reserves of the Company. Dividends are determined as profit per share and are paid to the shareholder or booked into his private account held with the Company.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

27.1 The board of directors may, upon authorization of the general meeting, decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors showing that sufficient funds are available for distribution in accordance with article 26 above. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law, these Articles and any agreement among the shareholders that may exist.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be paid to the sole shareholder or, in the case of multiple shareholders, after repayment of the nominal values of shares to the shareholders in accordance with Article 26 and subject to any agreement among the shareholders that may exist.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law. Inter partes, in case of conflict, the provisions of any shareholders' agreement in relation to the Company shall prevail."

Third resolution

It is unanimously resolved that the following person is appointed internal auditor (commissaire) for the duration of five years:

LUDWIG & MALDENERS S.à r.l., B48947, L - 6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill,
instead of KPMG Luxembourg, who's appointment ends simultaneously.

Fourth resolution

The first name of director Mr. Clemmesen is Kai-Erik.

The new address of director Kai-Erik Clemmesen is: Groß Flottbeker Straße 55, 22607 Hamburg.

The new address of director Torsten Mann is: Niederdonker Straße 87A, D-40667 Meerbusch.

There being no other items on the agenda and no one requesting the floor, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the German version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day specified in the beginning of this document.

The document having been read to the Bureau and the proxyholders of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said persons signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendsechzehn am sechzehnten Februar.

Vor uns, Maître Jean-Paul MEYERS, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre beziehungsweise deren Vertreter der Aktiengesellschaft SeaLux Naval Assets AG, Société anonyme, mit Sitz in L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill,

eingetragen im Handels- und Firmenregister unter der Nummer B197751 welche vom amtierenden Notar am 10 Juni 2015 gegründet wurde.

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Herr Serge BERNARD, Jurist, wohnhaft in Luxembourg.

Der Vorsitzende ernennt, als Schriftführerin der Versammlung und die Versammlung wählt zur Stimmenzählerin Frau Caroline RAMIER mit Berufsadresse in Esch-sur-Alzette.

Der Vorsitzende, die Schriftführerin und die Stimmenzählerin sind werden im Folgenden als das Bureau bezeichnet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Dass die Anwesenheitsliste der anwesenden beziehungsweise vertretenen Aktionäre erstellt wurde und die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre geprüft sind.

Die als richtig bestätigte Anwesenheitsliste und die Vollmachten, letztere von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleiben der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

II. Dass die Tagesordnung folgende Punkte begreift:

1. Verzicht auf die Einberufungsprozedur.
2. Abänderung der Art. 2.3; 5.1; 5.2; 7.4; 9.3; 10.1; 11.1; 23.1; 26.5; 27.1 und 28.2 der Satzungen der Gesellschaft.
3. Bestellung des Rechnungskommissars Firma Ludwig&Maldener S.A.R.L. anstelle von KPMG
4. Korrektur von Name und Anschrift der Direktoren
5. Verschiedenes.

III. Dass aus der vorerwähnten Anwesenheitsliste hervorgeht, dass das gesamte Aktienkapital (100%) bestehend aus einunddreißigtausend (31.000) Aktien in gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten ist.

Sodann stellen die in der außerordentlichen Generalversammlung anwesenden respektive vertretenen Aktionäre fest, dass sie ordnungsgemäß und im Voraus über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt wurden und die außerordentliche Generalversammlung demnach rechtsgültig tagt.

Die außerordentliche Generalversammlung erklärt sich alsdann mit der Ausführung des Vorsitzenden einverstanden, schreitet somit zur Tagesordnung und nimmt nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Alsdann fasste die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Art. 2.3; 5.1; 5.2; 7.4; 9.3; 10.1; 11.1; 23.1; 26.5; 27.1 und 28.2 der Satzungen der Gesellschaft abzuändern und die restlichen Art. nicht zu modifizieren.

Zweiter Beschluss

Demgemäß beschließt die Versammlung die integrale angepasste Satzung mit folgendem Wortlaut zu übernehmen:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen SeaLux Naval Assets AG (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz“) sowie dieser Satzung (die „Satzung“) und jedem Vertrag, der möglicherweise zwischen den Aktionären besteht, unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

- 2.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeglicher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art, sowie generell alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Gesellschaften jeder Art ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder anderweitig erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

- 2.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, ausgenommen solche durch öffentliche Angebote. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann an ihre Tochtergesellschaften oder andere der Unternehmensgruppe angegliederte Gesellschaften Geldmittel verleihen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schul- oder Dividendenpapieren. Die Gesellschaft kann ebenfalls in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und generell zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person der Unternehmensgruppe.

- 2.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Schiffen entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Schiffen und deren Betrieb, einschließlich das direkte oder indirekte Halten von Beteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe den Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, den Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Schiffen haben.

- 2.4. Die Gesellschaft wird nicht als alternativer Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds handeln und wird keine andere Tätigkeit ausüben, die der Aufsicht der Commission de Surveillance du Secteur Financier unterliegen würde. Die Gesellschaft wird insbesondere nicht aktiv ihre Anteile oder andere Wertpapiere (direkt oder indirekt) an Anleger vertreiben.

- 2.5 Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten ausüben, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien - Rücklagen

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist aufgeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-).

5.2 Jeder Gesellschafter ist verpflichtet, zusätzlich zum gezeichneten Nominalkapital gemäß Art. 5.1. einen Betrag in Höhe von 999,00 Euro pro Aktie im Nominalwert von 1,00 Euro oder einen höheren Betrag, der im Beitritts- oder Aktienübertragungsvertrag vereinbart wurde, auf erstes Anfordern des Vorstands in die Rücklagen der Gesellschaft zu zahlen. Beide Beträge, das Nominalkapital plus das Rücklagenkapital bilden zusammen den Beteiligungsbetrag des Gesellschafters an der Gesellschaft. Die Zahlung der Pflichteinlage auf die Aktien in die Rücklagen der Gesellschaft ist Voraussetzung für die Berechtigung der Aktien zum Dividendenbezug. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt dem/den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Rücknahme von Aktien

6.5.1 Die Gesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes und unter den in diesem Art. 6 der Satzung niedergelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen:

- Die Aktien, die zurückgekauft werden sollen, wurden vollständig eingezahlt;
 - Für den Rückkauf können nur solche Beträge verwendet werden, die für eine Ausschüttung gemäß Art. 72-1 des Gesetzes zur Verfügung stehen oder die Erlöse, die aus der Ausgabe neuer Aktien zum Zweck eines solchen Rückkaufs erzielt worden sind;
 - Ein dem Nominalwert aller Aktien, die zurückgekauft werden sollen, entsprechender Betrag wird einer Rücklage zugeführt, die nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden kann, außer im Falle einer Reduzierung des Gesellschaftskapitals; diese Rücklage darf nur zum Zweck der Erhöhung des gezeichneten Gesellschaftskapitals durch Kapitalisierung der Rücklagen genutzt werden (eine solche Rücklage ist nicht erforderlich im Falle eines Rückkaufs, bei dem die Erlöse aus der Ausgabe neuer Aktien, die im Hinblick auf den Rückkauf vorgenommen wurde, verwendet werden); und
 - Der Rückkauf wird gemäß dem Gesetz veröffentlicht.
- 6.5.2 Zurückgekauft Aktien geben keine Stimmrechte und berechtigen nicht zum Erhalt von Dividenden oder Liquidationserlösen.

Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären frei übertragbar.

7.4 Vorbehaltlich einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären wird jede Übertragung von Aktien gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam durch (i) Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister und (ii) Eintragung einer von der Gesellschaft datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, mit der sie der Übertragung nach Kenntnisnahme zugestimmt hat.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

8.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

8.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

Art. 9. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

9.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem Aktionär oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

9.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben oder Email erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

9.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort spätestens bis zum 31.10. eines Jahres abgehalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

10.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Wenn alle bei der Hauptversammlung anwesenden Aktionäre entscheiden, dass eine ordnungsgemäße Abstimmung derart gewährleistet werden kann, so können sie einstimmig beschließen, lediglich (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine Person zu ernennen, die die Rolle des Rates der Versammlung übernimmt und in einem solchen Fall ist die Ernennung eines Stimmzählers nicht erforderlich. Soweit anwendbar und je nach Zusammenhang so ist jeder Bezug auf den „Rat der Versammlung“ in dieser Satzung als Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“ oder gegebenenfalls als Verweis auf die „Einzelperson, die die Rolle des Rates übernommen hat“, zu verstehen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

10.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

10.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

10.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

10.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

10.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

Art. 11. Quorum und Stimmrecht.

11.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre. Das Stimmrecht ist unabhängig von Einzahlungsverpflichtungen in die Rücklagen.

11.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz, aus dieser Satzung oder aus einer möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 12. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung oder in einer möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 13. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 14. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 15. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

15.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

15.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 16. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsräte.

16.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

16.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 17. Tägliche Geschäftsführung.

17.1 Gemäß Art. 60 des Gesetzes können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

17.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

Art. 18. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

18.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein Nachfolger ernannt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiederernannt werden.

18.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt.

18.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden.

18.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 19. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

19.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

20.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine

Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

Art. 21. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

21.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

21.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

21.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

21.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenskonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

21.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

21.9 Regeln zum Interessenskonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

21.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 22. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.

22.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

22.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Art. 23. Geschäfte mit Dritten.

23.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, (a) durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

23.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 24. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

24.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

24.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

24.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

24.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Art.s 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

24.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Jahresabschluss und Gewinne.

26.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

26.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

26.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

26.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

26.5 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll. Dividendenberechtigt sind nur solche Aktien, deren Nominalkapital in voller Höhe zusammen mit der darauf geschuldeten Pflichteinlage gem. Art 5.2 in die Rücklagen der Gesellschaft eingezahlt wurde. Dividenden werden als Gewinnanteil pro Aktie festgestellt und entweder an die Aktionäre ausgezahlt oder ihren Darlehenskonten gutgeschrieben.

Art. 27. Abschlagsdividenden - Kapitalrücklagen und andere Kapitalreserven.

27.1 Der Verwaltungsrat kann mit entsprechender Zustimmung der Hauptversammlung beschließen, Zwischenausüttungen auf Basis der Zwischenabschlüsse, die vom Verwaltungsrat erstellt worden sind und die zeigen, dass gemäß Art. 26 ausreichende Mittel zur Ausschüttung vorhanden sind, auszuschütten. Der Betrag der ausgeschüttet werden soll, darf nicht die seit dem Ende des letzten Rechnungsjahres realisierten Gewinne übersteigen, erhöht um die Gewinnvorträge und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch reduziert um Verlustvorträge und Summen, die einer Rücklage zugewiesen sind, die aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf.

27.2 Die Kapitalrücklage, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Art. 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

28.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird, im Einklang mit dieser Satzung und jeder möglicherweise zwischen den Aktionären bestehenden Vereinbarung, nach Berichtigung des Nominalkapitals an die Aktionäre proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen und gemäß Art. 26 zum Dividendenbezug berechtigten Aktien verteilt oder an den etwaigen alleinigen Aktionär ausgeschüttet.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 29. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes. Im Falle eines Widerspruchs gehen inter partes die Bestimmungen einer möglicherweise bestehenden Vereinbarung zwischen den Aktionären vor.“

Dritter Beschluss

Es wird einstimmig beschlossen, dass die folgende Person als Rechnungskommissar ernannt wird für die Dauer von fünf Jahren:

LUDWIG & MALDENERS S.à r.l., B48947, L - 6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill,
anstelle von KPMG Luxembourg, deren Ernennung mit der Neubestellung endet.

Vierter Beschluss

Der Vorname des Verwaltungsratsmitglieds Clemmesen lautet: Kai-Erik. Die neue Anschrift des Verwaltungsratsmitglieds Kai-Erik Clemmesen lautet: Groß Flottbeker Straße 55, 22607 Hamburg.

Die neue Anschrift des Verwaltungsratsmitglieds Torsten Mann lautet: Niederdonker Straße 87A, D-40667 Meerbusch.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung standen, hat der Vorsitzende darauf die Versammlung geschlossen.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die deutsche Fassung vorrangig sein.

Worüber diese notarielle Urkunde in Esch-sur-Alzette zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bureau und den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, haben die Bevollmächtigten die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 février 2016. Relation: EAC/2016/4253. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 février 2016.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2016070071/806.

(160033101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Asterion Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 204.439.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of February.

Before Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared:

(i) Cheyne Real Estate Credit Holdings Fund II L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, with registered office at Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under number QH-70960 (the "Founding Shareholder 1") and

(ii) Cheyne Real Estate Credit Holdings Fund III L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, with registered office at Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under number QH-73597 (the "Founding Shareholder 2",

together with the Founding Shareholder 1, the "Founding Shareholders"),

each here represented by Mrs Monique Drauth, employee, with business address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) (the "Representative"), by virtue of a power of attorney, which, after having been signed ne varietur by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Founding Shareholders, each represented by the Representative, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which they declared to establish.

ARTICLES OF INCORPORATION

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There exists a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholder(s)"), provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

2. Company name. The Company exists under the name "Asterion Holding S.a r.l."

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The sole manager or, as the case may be, the board of managers of the Company (the "Management") is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object.

4.1 The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

4.2 This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

4.3 The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

4.4 The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

4.5 The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

4.6 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

4.7 Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholder(s) may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Management; Auditor

9. Managers.

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager(s)").

9.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

9.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

9.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10. Board of Managers.

10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

10.2 The Board may appoint a Manager as its chair (the "Chair of the Board").

11. Powers of Management.

11.1 The Management is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

11.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

12. Meetings of the Board and written decisions.

12.1 The Board will meet upon the request of any Manager, and where there are both class A Managers and class B Managers, by at least one Manager of each class.

12.2 The Chair of the Board will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or e-mail. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

12.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

12.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

12.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

12.7 Managers may participate and express their vote in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

12.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a class A Manager and a class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a class A Manager and a class B Manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

12.10 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

12.11 A written resolution signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

12.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Management

13. Representation of the Company.

13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom such Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the Shareholder(s) has/have qualified the Managers as class A managers and class B managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

14. Conflict of Interests.

14.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

14.2 No contract or other business between the Company and any third party company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

14.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting") or the sole Shareholder (as applicable).

15. Indemnification of Managers.

15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any

other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

16.1 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditor(s), (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Written Resolutions.

18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

18.4 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

19. General Meetings.

19.1 An annual General Meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary General Meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (as the case may be).

19.3 A General meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, Distributions of earnings

21. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December of the same year.

22. Approval of financial statements.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23. Allocation of profits.

23.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

23.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated.

24. Interim dividends. The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution and liquidation.

25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

26. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Subscription and payment

Thereupon, (i) the Founding Shareholder 1, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash one thousand four hundred seventy-five (1,475) shares with a par value amount of one euro (EUR 1,-) each issued by the Company and (ii) the Founding Shareholder 2, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash eleven thousand twenty-five (11,025) shares with a par value amount of one euro (EUR 1,-) each issued by the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended by article 1832 of the civil code, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Transitory provision

The first financial year of the Company will begin on the present date and end on 31 December 2016.

Extraordinary shareholders' meeting

The Founding Shareholders, each represented by the Representative, in their capacity as shareholders of the Company, thereupon unanimously passed the following resolutions:

1. The number of Managers is set at two (2) and the following persons are appointed as Manager of the Company for an unlimited period:

- Mr. Robert KIMMELS, born in Breukelen, the Netherlands, on 4 March 1969, professionally residing in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as manager; and

- Mr. Bakary Sylla, born in Monrovia, Liberia, on 1 November 1976, professionally residing in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as manager.

2. The registered office of the Company shall be at 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and that, in case of any difference between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

Es folgt die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Im Jahr zweitausend und sechzehn, am dreiundzwanzigsten Februar.

Ist vor der unterzeichneten Notarin Léonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, erschienen,

(i) Cheyne Real Estate Credit Holdings Fund II L.P., eine unter dem Recht der Cayman-Inseln gegründete befreite Kommanditgesellschaft mit eingetragenem Sitz bei Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman KY1-1108, Cayman-Inseln, eingetragen im Register befreiter Kommanditgesellschaften der Cayman-Inseln unter der Nummer QH-70960 (die "Gründungsgesellschafterin 1") und

(ii) Cheyne Real Estate Credit Holdings Fund III L.P., eine unter dem Recht der Cayman-Inseln gegründete befreite Kommanditgesellschaft mit eingetragenem Sitz bei Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman KY1-1108, Cayman-Inseln, eingetragen im Register befreiter Kommanditgesellschaften der Cayman-Inseln unter der Nummer QH-73597 (die "Gründungsgesellschafterin 2",

zusammen mit der Gründungsgesellschafterin 1, die "Gründungsgesellschafterinnen") erschienen,

jeweils vertreten durch Frau Monique Drauth, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) (der „Vertreter“), kraft einer Vollmacht, die, nachdem sie ne varietur vom Vertreter und vom unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigelegt wird.

Die Gründungsgesellschafterinnen, jeweils vertreten durch den Vertreter, haben den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, die sie zu gründen erklärt haben.

GESELLSCHAFTSSATZUNG

Gesellschaftsform, Firmenname, Eingetragener Gesellschaftssitz, Gegenstand, Dauer

1. Gesellschaftsform.

1.1. Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2. Die Gesellschaft kann anfänglich aus einem Alleingesellschafter oder mehreren Gesellschaftern („der/die Gesellschafter“) bestehen, vorausgesetzt, dass die Zahl der Gesellschafter vierzig (40) nicht übersteigt.

2. Firmenname. Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „Asterion Holding S.à.r.l.“.

3. Eingetragener Firmensitz.

3.1. Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

3.2. Der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Vorstand (die „Geschäftsführung“) ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3. Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

3.4. Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

4. Gegenstand.

4.1. Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Stakeholdings.

4.2. Dies beinhaltet ohne Einschränkung die Investition in, der Erwerb von und die Verfügung über, sowie die Gewährung oder Ausgabe (ohne öffentliches Angebot) von Preferred Equity Certificates, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen, Pfandbriefe und andere Schuldtitel, Aktien, Optionsscheine sowie andere Eigenkapitalinstrumente oder -rechte, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, Aktienkapital, Anteile an Kommanditgesellschaften, an Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Swaps und jedwede Kombination davon, jeweils unabhängig davon, ob ohne weiteres marktfähig oder nicht, sowie Schuldverschreibungen (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jedweder Art von Gesellschaft, juristischen Person oder anderem Rechtssubjekt.

4.3. Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

4.4. Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

4.5. Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen. Gelegentlich kann die Gesellschaft Unternehmen, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten dieselbe Unterstützung zukommen lassen, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft ist und dadurch keine Genehmigungserfordernisse entstehen.

4.6. Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

4.7. Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Zeit gegründet.

Stammkapital und Übertragung von Anteilen

6. Stammkapital.

6.1. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

6.2. Der/die Gesellschafter ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in dieses Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3. Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4. Eigene Anteile dürfen von der Gesellschaft nur zum Zweck und nach Maßgabe ihrer Einziehung erworben werden.

6.5. Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

7. Anteile.

7.1. Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2. Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme dieser Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3. Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4. Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1. Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.

8.2. Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.

8.3. Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten gegebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.4. Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß dem anwendbaren luxemburgischen Recht für die Übertragung von Ansprüchen und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

9. Geschäftsführer.

9.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, bei denen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss (der/die „Geschäftsführer“).

9.2. Die Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

9.3. Die Geschäftsführer bekleiden ihre Ämter, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

9.4. Die Gesellschafter können beschließen, die ernannten Geschäftsführer jeweils als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

9.5. Auch nach dem Ablauf ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

10. Vorstand.

10.1. Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

10.2. Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

11. Befugnisse der Geschäftsführung.

11.1. Die Geschäftsführung ist mit der Vollmacht ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und im Namen der Gesellschaft alle Maßnahmen, ob administrativer oder anordnender Natur zu genehmigen, die die Geschäftsführung Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft als erforderlich bzw. nützlich erachtet. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

11.2. Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere Ausschüsse einrichten, dessen/deren Zusammensetzung und Befugnisse bestimmen und ihm/ihnen bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate erteilen.

11.3. Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate, um die Gesellschaft gegenüber Drittparteien zu vertreten und zu verpflichten, auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese, wie von der Geschäftsführung bestimmt, jeweils alleine oder gemeinsam handeln können.

12. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

12.1. Der Vorstand tritt auf Antrag eines Geschäftsführers zusammen und wenn es sowohl Geschäftsführer der Kategorie A als auch Geschäftsführer der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Geschäftsführer jeder dieser Kategorien.

12.2. Der Vorstandsvorsitzende informiert die anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

12.3. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Geschäftsführer oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer bei der betreffenden Sitzung des Vorstands verzichtet werden.

12.4. Bei jeder Vorstandssitzung ernennt der Vorstand für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden.

12.5. Der Vorstand kann außerdem einen Schriftführer ernennen, der ein Geschäftsführer sein kann, aber nicht muss. Er ist für die Führung des Protokolls der Sitzung zuständig.

12.6. Geschäftsführer können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

12.7. Die Teilnahme von Geschäftsführern an einer Vorstandssitzung und die Stimmabgabe in dieser kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist der physischen Anwesenheit bei der jeweiligen Sitzung gleichzusetzen.

12.8. Das Quorum wird durch die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer erreicht, wobei, soweit zutreffend, mindestens ein Klasse-A-Geschäftsführer und ein Klasse-B-Geschäftsführer anwesend sein müssen. Beschlüsse werden in der betreffenden Sitzung durch eine Stimmmehrheit der persönlich anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefällt, wobei bei dieser Mehrheit mindestens, wo zutreffend, die Stimme eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers enthalten sein muss.

12.9. Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit verfügt der Vorstandsvorsitzenden über keine ausschlaggebende Stimme.

12.10. Das Protokoll der Vorstandssitzungen muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

12.11. Eine schriftliche Beschlussfassung, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Beschlussfassung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

12.12. Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, hat dieser die Vollmacht inne, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu verpflichten, ohne dass dazu ein schriftlicher Beschluss oder ein Protokoll des Beschlusses des Alleingesellschafters erforderlich ist.

12.13. Kopien oder Auszüge des Protokolls der Vorstandssitzung sind durch die Geschäftsführung zu bestätigen.

13. Vertretung der Gesellschaft.

13.1. Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen ein solcher Alleingesellschafter eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.2. Wird die Gesellschaft von einem Vorstand geführt, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) ver-

pflichtet, der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.3. Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers verpflichtet, wenn der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Klasse-A-Geschäftsführer und Klasse-B-Geschäftsführer bestimmt haben, sowie durch die gemeinsame Unterzeichnung jeglicher Person(en), der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

14. Interessenkonflikt.

14.1. Nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen finden die Regelungen für Interessenskonflikte, die in Artikel 57 des Gesetzes dargelegt werden, Anwendung.

14.2. Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer dritten Gesellschaft oder einem dritten Unternehmen wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der betreffenden Angelegenheit ein direktes oder indirektes persönliches Interesse haben.

14.3. Sollte/n sich der Alleingesellschafter oder alle Geschäftsführer in Bezug auf eine bestimmte Angelegenheit einem Interessenkonflikt ausgesetzt sehen, wird diese Angelegenheit in der Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder des Alleingesellschafters (wie zutreffend) geklärt.

15. Schadenersatz für Geschäftsführer.

15.1. Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

15.2. Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

15.3. Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

15.4. Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

16. Audit.

16.1. Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) zu prüfen, bei dem/denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.2. Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.3. Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Gesellschafter

17. Gesellschafterbeschlüsse.

17.1. Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

17.2. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

17.3. Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.

17.4. Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

18. Schriftliche Beschlüsse.

18.1. Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

18.2. Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch die Geschäftsführung per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes der Geschäftsführung der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

18.3. Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

18.4. Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

18.5. Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

19. Hauptversammlungen.

19.1. Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

19.2. Außerordentliche Hauptversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung der Geschäftsführung, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen (je nachdem).

19.3. Eine Hauptversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung der Geschäftsführung aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

19.4. Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung hat die Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung zu beinhalten und ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung zuzusenden. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Gesellschafter oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Gesellschafter bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung verzichtet werden.

19.5. Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten alle Gesellschafter der Gesellschaft.

19.6. Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

20. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

20.1. Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

20.2. Die Teilnahme von Gesellschaftern an einer Gesellschafterversammlung kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren Personen ermöglicht, miteinander zu kommunizieren. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der jeweiligen Versammlung.

20.3. Die Geschäftsführung kann alle anderen Bedingungen festlegen, die zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt sein müssen.

20.4. Bei jeder Gesellschafterversammlung ernennen die Gesellschafter für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden (den „Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung“)

20.5. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Protokollführer. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem Protokollführer und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) das Leitungsgremium der Gesellschafterversammlung (das „Leitungsgremium“).

20.6. Die Mitglieder des Leitungsgremiums müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

20.7. Das Leitungsgremium hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

20.8. Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

22. Genehmigung des Jahresabschlusses.

22.1. Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und die Geschäftsführung erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.

22.2. Die Geschäftsführung reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

22.3. Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

23. Gewinnverteilung.

23.1. Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) sie als Gewinnausschüttung an die Gesellschafter zu verteilen.

23.2. Die Gesellschafter bestimmen, wie der verbleibende Jahresüberschuss zugeteilt wird.

24. Abschlagsdividenden. Die Geschäftsführung ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Auflösung, Liquidation

25. Auflösung und Liquidation.

25.1. Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.

25.2. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

25.3. Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Geltendes Recht

26. Anzuwendendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

Zeichnung und Zahlung

Danach erklärte (i) die Gründungsgesellschafterin 1, vertreten durch den Vertreter, die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar von tausendvierhundertfünfundsiebzig (1.475) von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,-) und (ii) die Gründungsgesellschafterin 2, vertreten durch den Vertreter, die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar von elftausendfünfundzwanzig (11.025) von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

Dem unterzeichnenden Notar wurde ein Beleg für solche Zahlung vorgelegt. Der unterzeichnende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu Handelsgesellschaften, geändert durch Artikel 1832 des Zivilgesetzbuches in der geltenden Fassung, dargelegten Bedingungen in ihrer jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Datum und endet am 31. Dezember 2016.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Die Gründungsgesellschafterinnen, jeweils vertreten durch den Vertreter, verabschiedeten danach in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter der Gesellschaft einstimmig die folgenden Gesellschafterbeschlüsse:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgesetzt und die folgenden Personen werden auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Robert KIMMELS, geboren in Breukelen, Niederlande, am 4. März 1969, berufsansässig in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer; und

- Herr Bakary SYLLA, geboren in Monrovia, Liberia, am 1. November 1976, berufsansässig in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer;

2. Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft ist unter der Adresse 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Auslagen

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa tausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-).

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer deutschen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text Vorrang hat.

Worüber die vorliegende Urkunde am wie eingangs erwähnten Datum in Luxemburg ausgefertigt wurde.

Dieses Dokument wurde der Vertreterin, welche dem Notar nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann von der Vertreterin zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 25 février 2016. Relation: 1LAC/2015/6166. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 2. März 2016.

Référence de publication: 2016076240/706.

(160041765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Immo Centre Promotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 114, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 24.378.

L'an deux mil seize, le premier mars.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

1. Monsieur Emile FABER, agent immobilier demeurant à L-4914 Bascharage, 14 rue des Champs, ici représenté par Monsieur Paul GLESENER, conseil fiscal, demeurant à L-8230 Mamer, 66, rue de Gaaschtbiérg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé en date du 26 février 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

agissant en sa qualité d'associé unique de la société à responsabilité limitée

IMMO CENTRE PROMOTION S.à r.l.

établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 114 avenue de la Faïencerie, inscrite au registre de commerce sous le numéro Luxembourg B-24378,

constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Differdange, en date du 5 juin 1986, publié au Mémorial C numéro 230 du 12 août 1986, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 1^{er} août 2003, publié au Mémorial C numéro 942, du 12 septembre 2003 et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Karine REUTER, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 20 mars 2013, publié au Mémorial C numéro 1206 du 23 mai 2013,

déclarant qu'il est le seul associé de la prédite société, correspondant à l'intégralité du capital social de VINGT-QUATRE-MILLE-SEPT-CENT QUATRE-VINGT-NEUF-EUROS, TRENTE-CINQ CENTS (EUR 24.789.35) représenté par MILLE (1000) PARTS SOCIALES DE 24,789 chacune.

prend les résolutions suivantes:

Première Résolution: Fusion et augmentation du capital social

L'associé unique se réfère à la publication du projet commun de fusion signé le 21 janvier 2016, publié au Mémorial C numéro 236 du 29 janvier 2016 et décide d'accepter la fusion par absorption de la société anonyme absorbée

«Logamo s.a.»,

ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 114, avenue de la Faïencerie, Registre de commerce Luxembourg B-77874, constituée suivant acte reçu en date du 14 septembre 2000 par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 160 du 2 mars 2001

Aux fins de réaliser ladite fusion, l'associé unique décide:

1° d'augmenter le capital social de 210,65 Euros (DEUX-CENT-DIX Euros SOIXANTE-CINQ Cents, pour le porter ainsi de VINGT-QUATRE-MILLE-SEPT-CENT-QUATRE-VINGT-NEUF-EUROS, TRENTE-CINQ CENTS (EUR 24.789.35€) à 25.000,00 € (VINGT-CINQ-MILLE EUROS), sans création et émission de parts nouvelles. La valeur de chaque part sociale est ainsi portée à 25,00 € (VINGT-CINQ EUROS) chacune.

2° d'augmenter le capital social de 1.175.000,00 € (UN-MILLION-CENT-SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS) pour le porter ainsi de 25.000,00 € (VINGT-CINQ-MILLE EUROS) à 1.200.000,00 € (UN-MILLION-DEUX-CENT-MILLE EUROS), par la création et l'émission de 47.000 (QUARANTE-SEPT MILLE) parts nouvelles de 25,00 Euros (VINGT-CINQ EUROS) chacune, valeur nominale, entièrement libérées, du même type que les parts de capital actuellement existantes, jouissant des mêmes droits et avantages que celles-ci, avec droit aux bénéfices sociaux à partir du 01.01.2016.

Les 47.000 (QUARANTE-SEPT MILLE) parts nouvelles seront attribuées aux actuels actionnaires de la société absorbée «Logamo s.a.», dissoute, en rémunération de l'apport de tout l'actif net de ladite société à charge de reprendre et d'exécuter tous les engagements de la absorbée «Logamo s.a.» et de supporter tout son passif, le tout sur base des inventaires dressés après répartition, constatés par le bilan établi au 31.12.2015, avec les changements survenus depuis cette date par l'exercice normalement continué de l'exploitation, comme si cette exploitation avait eu lieu au profit et pour compte de la société à responsabilité limitée «Immo Centre Promotion sàrl.».

Deuxième Résolution: Apport des actifs et passifs dans le patrimoine de la société absorbante

L'actif de la société dissoute et absorbée «Logamo s.a.» consiste notamment: en biens immeubles, créances commerciales et diverses, avoirs en caisse, en banque et au Compte de Chèques Postaux et les bénéfices des contrats en cours, s'élève à la somme de 1.176.493,91 Euros.

Et spécialement les immeubles de la Société absorbée «Logamo s.a.» consistent en:

Commune de Garnich, section B de Garnich, numéros cadastraux, lieu-dit, nature et contenance:

N° cadastre	Lieu-dit	Nature	Contenance
1/4826	An der Merzel	place	0a40ca
2 /4827	An der Merzel	place verte	2a93ca
2/ 4828	An der Merzel	place	0a08ca
2 / 4833	An der Merzel	place voirie	62a30ca
2 / 4834	An der Merzel	aire de loisirs	6a52ca
5 /4835	An der Merzel	place	0a33ca
5/ 4836	An der Merzel	sentier	0a82ca
8 / 4830	An der Merzel	place	0a29ca
8 / 4831	An der Merzel	place	0a03ca
9 / 4832	An der Merzel	sentier	1a56ca
1942/4829	An der Merzel	place verte	32a98ca

Titre de propriété

La société «Logamo s.a.» a acquis l'objet de vente prédécrit sous une plus grande contenance aux termes d'un acte de vente reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster, en date du 15 septembre 2003, transcrit au deuxième bureau des hypothèques de et à Luxembourg, le 2 octobre 2003, volume 1399, numéro 2.

Convention

Les terrains énumérés ci-dessus font partie d'un lotissement dit «In der Merzel» à Garnich, pour lequel une convention relative au lotissement a été dressée entre l'administration communale de Garnich et la société «Logamo s.a.» en date du 10 mars 2003, régissant les dispositions à respecter lors de la réalisation du lotissement. Les terrains énumérés ci-dessus et visés par l'article 17 de la prédite convention seront cédés à titre gratuit à la Commune de Garnich lors de la réception définitive du lotissement.

La société absorbante «Immo Centre Promotions sàrl» se substituera, sans aucune exception, à partir du 01.01.2016 dans tous les droits et obligations découlant de la prédite convention.

Valeur d'apport correspondant à la valeur comptable bilantaire:

1000,01 €

Valeurs actives mobilières:	
Avoir en banques:	
BIL LU45 0023 1504 0088 0400	814,56 €
BIL LU48 0023 2504 0086 5500	373.729,56 €
Autres créances:	
Créances actionnaires	65.075,44 €
Prêt Immo Centre Promotion sàrl	740.246,07 €
Total Actif:	1.180.865,64 €
Le passif de la société absorbée «Logamo s.a.»	
Autres dettes et provisions:	
- Provisions pour impôts 2015 (montant brut):	2.258,00 €
- (à déduire paiement impôts 2015)	- 1.585,80 €
- Dettes fiscales (IRC, ICC et IsF) Imposition	3.699,53 €
Total Passif:	4.371,73 €
Solde net des apports: (actifs - passifs)	1.176.493,91 €

Réalisation de la fusion

Intervient Monsieur Emile FABER, prénommé, ici représenté par Monsieur Paul GLESENER suivant la prédite procuration, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société anonyme «Logamo», dissoute, préqualifiée, conformément aux résolutions prises par les actionnaires de la société «Logamo s.a.» lors d'une assemblée générale extraordinaire tenu en ce jour, en cours de formalisation, et constate la réalisation des opérations décidées et précisées en l'exposé qui précède.

A. Dissolution, Augmentation de capital - souscription. Monsieur Emile Faber confirme la dissolution de la société absorbée Logamo s.a) et décide de souscrire, l'augmentation de capital de 1.175.000,00 € Euros décidée par l'associé unique de la société absorbante «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.», au nom et pour compte des actionnaires de la société dissoute «Logamo s.a.», comme suit:

1) Monsieur Emile FABER prénommé	23.500 parts
2) Madame Sonja LAZZARA, épouse d'Emile FABER, prénommée	23.500 parts
TOTAL CENT PARTS SOCIALES	47.000 parts

La création et l'émission de 47.000 parts nouvelles de 25 € chacune de la société absorbante «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» sont du même type que celles actuellement existantes, jouissant des mêmes droits et avantages que celles-ci, et donneront droit à la participation aux bénéfices sociaux de la société «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» à partir du 01.01.2016.

Les 47.000 parts nouvelles ainsi créées et émises ont été entièrement libérées par la rémunération de l'apport net de l'actif social de la dissoute «Logamo s.a.», qui a été fait lors de la fusion de la société prénommée «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.», à charge en outre de reprendre et d'exécuter tous ses engagements et de supporter tout son passif.

La différence entre l'actif social net apporté fixé à 1.176.493,91 € et la valeur des nouvelles parts allouées aux associés de la société dissoute «Logamo s.a.» fixée à 1.175.000,00 € est constituée d'une soulte de 1.493,91 € qui sera virée au compte des actionnaires de la société dissoute «Logamo s.a.»

B. Apports, Fusion. Monsieur Emile Faber, prénommé, agissant comme il est dit en qualité de mandataire spécial de la société «Logamo s.a.» et en vertu des pouvoirs qui lui ont été expressément conférés ainsi qu'il est exposé ci-dessus, déclare par les présentes avoir fait l'apport de l'actif social de la dissoute «Logamo s.a.» à la société «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» et à l'instant déclare dès lors les anciennes actions de la société «Logamo s.a.» annulées et détruites et que la fusion a été réalisée.

Suite à cette déclaration du mandataire spécial de la société absorbée «Logamo s.a.», l'associé unique de la société absorbante «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» prend les résolutions suivantes:

Troisième résolution: Acceptation des apports

L'associé unique de la société absorbante «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» accepte l'apport qui a été fait à l'instant par la société «Logamo s.a.» à la société «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» moyennant attribution des

47.000 parts nouvelles entièrement libérées et avec charge en outre de reprendre et d'exécuter tous les engagements de la société apporteuse «Logamo s.a.» et de supporter tout son passif.

Quatrième résolution: Modification du capital social et de l'article 7 des statuts

Suite à l'intégration des valeurs actives et passives de la société dissoute «Logamo s.a.» dans le patrimoine de la société «IMMO CENTRE PROMOTION sàrl.» et suite à l'attribution de 47.000 parts nouvelles aux actionnaires de la société

dissoute «Logamo s.a.», l'article 7 des statuts de la société «IMMO CENTRE PROMOTION sarl» sera modifié et aura la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le capital social est fixé à 1.200.000,00 € (UN-MILLION-DEUX-CENTS-MILLE EUROS), représenté par 48.000 (QUARANTE-HUIT-MILLE) parts sociales de 25 € (VINGT-CINQ EUROS) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.»

Les 48.000 (QUARANTE-HUIT-MILLE) parts sociales sont réparties entre les associés comme suit:

1) Monsieur Emile FABER prénommé	24.500 parts
2) Madame Sonja LAZZARA, prénommée	23.500 parts
Total	48.000 parts

Cinquième résolution

Conformément à l'article 266, alinéa 5 de la Loi modifiée du 15 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les comparants décident unanimement de renoncer à un examen de la présente fusion, ainsi qu'à un rapport par un expert indépendant. («Ni un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants ni un rapport d'expert ne sont requis si tous les associés et les porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en ont ainsi décidé.»)

Sixième résolution

L'associé unique décide en outre de donner pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire Karine REUTER, soussignée, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux du Registre de Commerce et en général de prendre toutes mesures d'exécution, arrêter les termes et conditions accessoires du présent acte de fusion.

Les livres et documents de la société «Logamo s.a.» dissoute resteront déposés et seront conservés pendant dix ans au moins au siège de la société absorbante, la société «Immo Centre Promotion S.à.r.l.».

Considérations fiscales

Il est expressément porté à la connaissance des associés attributaires des nouvelles parts créées qu'en cas de cession des prédites parts, conformément aux dispositions de l'article 22 bis, alinéa 4, de la Loi modifiée sur l'Impôt sur le Revenu, «Dans le chef de l'associé, le prix et la date d'acquisition des titres reçus en échange correspondent au prix et à la date d'acquisition des titres donnés en échange. En cas de paiement d'une soulte à l'associé, le prix d'acquisition des titres reçus en échange est à diminuer du montant de ladite soulte.»

Frais et charges

Il a été porté à la connaissance de l'assemblée que le montant des frais, charges et rémunérations quelconques, incombant à la Société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus décidée et de sa réalisation s'élèveront approximativement à deux mille cinq cents euros (2.500.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de nous notaire par noms, prénoms, états et demeures, tous ont signé avec nous notaire le présent acte.

Signés: P. GLESENER, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 07 mars 2016. Relation: 2LAC/2016/4953. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078675/178.

(160044079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Ravago LM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 185.699.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty fifth of February,
Before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

Is held

An extraordinary general meeting of shareholders of "RAVAGO LM S.A.", a société anonyme, with registered office at L-2146 Luxembourg, 76-78 rue de Merl, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number

B 185.699, incorporated pursuant to a deed enacted on 21 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1019 of 23 April 2014 (the “Company”).

The meeting was opened with Mr. Benoît Parmentier, director, residing professionally in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary and scrutineer Mrs. Flora Gibert, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the meeting is held with the following:

Agenda

1. Increase of the share capital by an amount of ten million Euro (EUR 10,000,000.-) to raise it from its current amount of five million Euro (EUR 5,000,000.-) to fifteen million Euro (EUR 15,000,000.-) by issuing ten thousand (10,000) shares, each with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000.-);

2. Subscription and payment of the new shares;

3. Subsequent modification of article 5 of the articles of incorporation of the Company;

4. Miscellaneous.

II.- That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ten million Euro (EUR 10,000,000.-) to raise it from its current amount of five million Euro (EUR 5,000,000.-) to fifteen million Euro (EUR 15,000,000.-) by issuing ten thousand (10,000) shares, each with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Subscription and payment:

All the ten thousand (10,000) new shares are subscribed by the sole shareholder Ravago S.A., here represented by Mr. Benoît Parmentier prenamed, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on February 22nd 2016, for a total price of ten million Euro (EUR 10,000,000.-).

The subscribed shares are partially paid up in cash, up to the amount of three million six hundred fifty thousand Euro (EUR 3,650,000.-) which is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, the general meeting resolves to amend the article 5 of the articles of incorporation of the Company, which will henceforth be read as follows:

“ **5. Capital.** The subscribed capital is set at fifteen million Euro (EUR 15,000,000.-), divided into fifteen thousand (15,000) registered shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000) each.”

There being no further business, the meeting is closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand Euro (EUR 4,000.-).

Whereof This deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, upon request of the appearing parties, this deed is worded in English, followed by a French version; and upon request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties, the board of the meeting signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-cinq février.

Par devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «RAVAGO LM S.A.», ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 76-78 rue de Merl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.699 constituée suivant acte en date du 21 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1019 du 23 avril 2014 (la Société).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoît Parmentier, administrateur, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Flora Gibert, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) à quinze millions d'euros (EUR 15.000.000,-) par l'émission de dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille euro (EUR 1.000,-) chacune;

2. Souscription et libération des nouvelles actions;

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) à quinze millions d'euros (EUR 15.000.000,-) par l'émission de dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille euro (EUR 1.000,-) chacune.

Souscription et libération

Toutes les dix mille (10.000) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire unique Ravago S.A. ici représentée par Monsieur Benoît Parmentier prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 22 février 2016, pour un montant total de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-).

Toutes les actions sont partiellement libérées par des versements en espèces, à concurrence de trois millions six cent cinquante mille euros (EUR 3.650.000,-), somme qui se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à quinze millions d'Euros (EUR 15.000.000,-), divisé en quinze mille (15.000) actions nominatives d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000) chacune»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte sont évalués à environ quatre mille euros (EUR 4.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. PARMENTIER, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 29 février 2016. 1LAC / 2016 / 6514. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016078891/126.

(160044234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Senior Club Luxembourg a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-9089 Ettelbruck, 110, rue Michel Weber.

R.C.S. Luxembourg F 10.751.

STATUTS

L'an deux mille seize, le neuvième Mars. Les soussignés:

Monsieur Mato JANJIC (Président), né le 29.01.1966 à Kopanice (Bosnie-Herzégovine), de nationalité Luxembourgeoise, demeurant à L-9089 Ettelbruck, 110 rue Michel Weber;

Monsieur Antun PEJIC (Secrétaire), né le 23.06.1984 à Otok (Croatie), de nationalité Croate, demeurant à L-9089 Ettelbruck, 110 rue Michel Weber;

Monsieur Zoran CUK (Trésorier), né le 25.09.1956 à Pozaranje-Vitina (Kosovo), de nationalité kosovare, demeurant à L-9912 Troisvierges, 6 rue de la Ferme;

tous ci-après désignés comme membres fondateurs, ont décidé de dresser par les présentes les statuts d'une association sans but lucratif (a.s.b.l.), qu'ils déclarent constituer entre eux, conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928.

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er} . L'association est dénommée Senior Klub Luxembourg a.s.b.l. (ci-après «l'Association»).

Art. 2. Le siège de l'Association est établi à Ettelbruck. Il peut être transféré par décision du Conseil d'administration en tout autre lieu. Toute modification du siège social doit être déposée, dans le mois de sa date, pour publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Par simple décision du Conseil d'administration, l'Association pourra établir des succursales dans les pays énumérés dans l'article 4 des présents statuts.

Art. 3. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'association a en particulier un club de bowling pour les amis de ce sport L'association a pour objet l'organisation, l'encadrement et la mise en valeur d'activités sportives et culturelles.

L'association a également pour objet la promotion du sport au Luxembourg développant le bowling; l'organisant de manifestations sportives; en organisant des compétitions sur le plan national entre les membres et les clubs; l'organisation de manifestations au niveau culturel et philanthropique

L'Association s'interdit toute discussion sur des sujets d'ordre politique, religieux ou linguistique.

Titre II. Membres - Cotisation

Art. 5. L'Association se compose de membres, personnes physiques et/ou morales, en nombre illimité, sans pouvoir être inférieur à trois. Les signataires de l'acte de constitution ont la qualité de membres fondateurs.

Art. 6. Pour devenir membre ultérieurement, il faut:

1) manifester sa volonté

2) avoir reçu l'aval du Conseil d'administration statuant à l'unanimité des voix.

Les personnes physiques ou morales qui, sans vouloir être membres actifs, désirent aider l'Association à réaliser son but peuvent être admises en qualité de membres donateurs. Elles n'auront pas de droit de vote.

Le Conseil d'administration peut conférer le titre de membre d'honneur à des personnes physiques s'il le juge opportun. Elles bénéficieront du droit de vote et elles ne seront pas obligées de payer la cotisation annuelle fixée par le Conseil d'administration.

Art. 7. La perte de qualité de membre est régie par les dispositions de l'article 12 de la loi précitée du 21 avril 1928.

Art. 8. Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Art. 9. Les cotisations annuelles à payer par les membres sont fixées par le Conseil d'administration. Elles ne pourront être supérieures à cent euros.

Titre III. Conseil d'administration

Art. 10. L'Association est administrée par un Conseil d'administration qui se compose de trois membres au moins et de neuf membres au plus, pris parmi les membres de l'association et élus à l'exception des premiers administrateurs par l'assemblée générale ordinaire et annuelle statuant à la majorité simple des voix des membres présents et représentés. L'assemblée générale déterminera également la durée de leur mandat. Les administrateurs sont rééligibles et ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.

Art. 11. Le Conseil d'administration désignera en son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Deux fonctions peuvent cependant être assumées par une même personne, à part celle de président et vice-président. Le président dirige les travaux de l'Association de même qu'il la représente et l'engage vis-à-vis des tiers. En cas d'empêchement du président, ses fonctions et ses responsabilités sont assumées provisoirement par le vice-président. Vis-à-vis des établissements de crédit, le trésorier pourra engager l'Association pour un maximum de vingt mille euros (EUR 20.000,-) par opération. Des pouvoirs spéciaux pourront être confiés à d'autres membres du Conseil d'administration.

Tous les actes qui engagent l'association sont signés par le président, vice-président ou le secrétaire.

Art. 12. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de l'Association l'exigent sur convocation du Président ou de deux de ses membres actifs. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix. Il ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le représente est prépondérante. Les décisions du Conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et par le secrétaire.

Art. 13. Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les dispositions des articles 13 et 14 de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Titre IV. Surveillance

Art. 14. Le contrôle et la supervision des activités financières de l'Association sont assurés par deux réviseurs de caisse élus par l'assemblée générale parmi les membres qui ne font pas partie du Conseil d'administration. Si l'Association compte seulement des membres qui font en même temps partie du conseil d'administration, la révision de la caisse sera faite par des tiers.

Titre V. Assemblée générale

Art. 15. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres. Les convocations sont faites par le Conseil d'administration au moyen de convocations écrites, adressées aux membres trente jours au moins avant l'assemblée; elles contiendront l'ordre du jour.

Chaque membre a droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire qui doit être un autre membre.

Art. 16. L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement dans le courant du mois de mars, au jour, à l'heure et au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Art. 17. Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Titre VI. Fonds - Comptes - Budget

Art. 18. Les ressources de l'Association se composent notamment:

Document émis électroniquement

- 1) des cotisations des membres
- 2) des dons, subsides et subventions
- 3) des prestations versées par diverses organisations ou institutions
- 4) des intérêts et revenus généralement quelconques.

Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et prend fin le trente et un décembre de la même année.

Titre VII. Divers

Art. 20. La modification des statuts se fait d'après les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Art. 21. La dissolution et la liquidation sont régies par les dispositions des articles 18 à 25 de la loi modifiée du 21 avril 1928. En cas de dissolution volontaire de l'association, le Conseil d'administration fera fonction de liquidateur. Après apurement du passif, l'excédent favorable sera affecté à une oeuvre de bienfaisance. Le Conseil d'administration la désignera à la majorité absolue des voix.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 22. Les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 précitée telle que modifiée sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, le premier exercice social de l'Association commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 2016.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en mars 2017.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête, en triple exemplaire.

Le Comité d'administration

Mato JANJIC / Antun PEJIC / Zoran CUK

Président / Secrétaire / Trésorier

Référence de publication: 2016078925/110.

(160043887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

WILLYnature S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9122 Schieren, 4, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 204.716.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le huitième jour de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Georges ORIGER, ingénieur industriel en génie civil, le 9 mai 1968 à Ettelbrück, demeurant à L-9124 SCHIEREN, 32, rue Lehberg,

- Monsieur Marc MICHELS, indépendant, né le 6 avril 1964 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-9131 SCHIEREN, 14, rue J.P. Schuster,

- Monsieur Carlo POSING, administrateur de société, né le 9 février 1966 à Ettelbrück, demeurant à L-9044 ETTTELBRÜCK, 16, rue de la Gare.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet

- Commerce de matériaux de construction naturels

- Commerce de matériaux de construction ainsi que toutes les opérations mobilières, immobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social de nature à en faciliter la réalisation.

La société a en outre pour objet la prise d'intérêts ou la participation, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ses intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise individuelle ou commerciale et pourra prêter son assistance à des entreprises ayant un objet similaire au moyen des prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prendre, prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autre reconnaissances de dettes.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «WILLYnature S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Schieren.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille six cents euros (EUR 12.600,-) divisé en cent vingt (120) parts sociales de cent cinq euros (EUR 105,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les

questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés, déclare souscrire les cent vingt (120) parts sociales comme suit:

- Monsieur Georges ORIGER, pré-qualifié,	
Quarante parts sociales	40
Monsieur Marc MICHELS, pré-qualifié,	
Quarante parts sociales	40
- Monsieur Carlo POSING, pré-qualifié,	
Quarante parts sociales	40
TOTAL: cent vingt parts sociales	120

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille six cents euros (EUR 12.600,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, présent ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommée gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Marc MICHELS, indépendant, né le 6 avril 1964 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-9131 SCHIEREN, 14, rue J.P. Schuster

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L- 9122 Schieren, 4, rue de la Gare.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les parties comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celles-ci doivent être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par les parties comparantes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. ORIGER, M. MICHELS, C. POSING, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8146. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081705/169.

(160048036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

HPCCF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 12, rue d'Olingen.

R.C.S. Luxembourg B 178.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg L-1273 LUXEMBOURG

Référence de publication: 2016088440/10.

(160056753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

HED, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 87.571.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016088436/9.

(160056647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

NW FSP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 182.120.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016088572/12.

(160056790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

NW S 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 175.667.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016088574/12.

(160056407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

NW Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 175.863.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016088571/12.

(160056357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

Mer l'eau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 128, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 189.271.

EXTRAIT

En date du 21 mars 2016, l'administrateur unique a décidé, conformément à l'article 2 des statuts de la société, de transférer le siège social de la société de L-2610 Luxembourg, 184 route de Thionville à L-2610 Luxembourg, 128 route de Thionville.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016086030/13.

(160053557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

I.O.S.E.F. 36 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 120.774.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087762/10.

(160055493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Immowest Lux V Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 139.135.

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016087767/10.

(160055421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Immowest Lux VI Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 139.125.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016087771/10.

(160055480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Januaship Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 144.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2016087798/10.

(160056072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Automatika S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 113.772.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016088203/12.

(160056438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

Affluence Energy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 190.775.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 29 janvier 2016

1. L'Associé unique accepte la démission en tant que gérant de catégorie A de Monsieur Chen Yun employé privé, avec adresse professionnelle 1388, ZhangDong Road, Pudong new District Shanghai PRC, Chine.

2. L'Associé unique nomme en remplacement du gérant démissionnaire, Monsieur Chen Xinming, avec adresse professionnelle 1388, zhangDong Road, Pudong new District Shanghai PRC, Code postal 200001, Chine, en tant que gérant de catégorie A, et ce pour une durée de mandat indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérant de classe A:

- Monsieur Chen Xinming

Gérant de classe B:

- Monsieur Dirk Gustaaf Maria Dewitte

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Janvier 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016086320/22.

(160054096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Art Gourmande S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 151, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 165.660.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 2015

Ordre du jour:

1. Examen et approbation du compte de liquidation
2. Constatation de la clôture de liquidation

Résolutions prises:

L'associé unique:

NEIGE SUCREE S.à.r.l., représentée par Madame Catarina CAETANO SIMOES, née à Coimbra (Portugal), le 16 Octobre 1983, demeurant à L-4306 Esch-sur Alzette, 3 RUE Michel Rodange, titulaire des 100 parts sociales.

de la société à responsabilité limitée ART GOURMANDE S.à.r.l., ayant son siège social à L-4011 Esch-sur-Alzette, 151, rue de l'Alzette.

a pris la résolution suivante:

Première Résolution:

L'assemblée générale approuve le rapport du liquidateur sur les opérations de liquidation ainsi que le compte définitif qui en résulte.

Deuxième Résolution:

L'assemblée générale prononce la clôture définitive de la liquidation de la société ART GOURMANDE S.à.r.l. dont la personne morale cesse d'exister à compter du 31 décembre 2015 et donne quitus au Liquidateur et le décharge de son mandat.

Les documents seront archivés, pour une durée de 5 ans, au siège social de l'associé unique.

Fait à Luxembourg, le 31 décembre 2015, en 2 exemplaires.

Catarina CAETANO SIMOES

Représentante de l'associé unique

Référence de publication: 2016086363/30.

(160054279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.